

# COVID-19 - Textes réglementaires pour le secteur travail, emploi et formation professionnelle.

Publié le 20/04/20 par le ministère du Travail

**Voici un récapitulatif des textes sortis pour le secteur travail emploi et formation professionnelle dans le cadre du COVID-19 (Du plus récent au plus ancien)**

- **Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020** relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de COVID-19
- **Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020** relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail
- **Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020** portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle
- **Arrêté du 16 avril 2020** portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du Code du travail
- **Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020** portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19
- **Décret n° 2020-425 du 14 avril 2020** portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du Code du travail
- **Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020** relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire
- **Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020** adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire
- **Arrêté du 7 avril 2020** portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet
- **Arrêté du 3 avril 2020** portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la réalisation d'un état des lieux des difficultés et des besoins des organismes de formation face aux conséquences de l'épidémie de COVID-19 dénommé « courriers organismes de formation »
- **Arrêté du 31 mars 2020** modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020
- **Ordonnance n° 2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020** modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat et le [rapport du Président de la République](#).
- **Ordonnance n° 2020-386 du 1<sup>er</sup> avril 2020** adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle et [le rapport du Président de la République](#)
- **Ordonnance n° 2020-387 du 1<sup>er</sup> avril 2020** portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle et [le rapport du Président de la République](#)
- **Ordonnance n° 2020-388 du 1<sup>er</sup> avril 2020** relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la

prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles et le [rapport du Président de la République](#)

- **Ordonnance n° 2020-389 du 1<sup>er</sup> avril 2020** portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel et le [rapport du Président de la République](#)
- **Loi organique n° 2020-365 du 30 mars 2020** d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 (1)
- **Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020** portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage
- **Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020** portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle et le [rapport du Président de la République](#)
- **Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020** adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation et le [rapport du Président de la République](#)
- **Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020** portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos et le [rapport du Président de la République](#)
- **Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020** portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail et le [rapport du Président de la République](#)
- **Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020** relatif à l'activité partielle
- **Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020** d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19
- **Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020**
- **Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020** relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus